

Commune de BELCODENE

Hôtel de Ville, Place de la Laïcité, 13720 BELCODENE

Tel : 04 42 70 66 66 / Fax : 04 42 70 69 10

Email : mairie@belcodene.fr



ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BELCODENE (13)



3. ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Dates :

Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé par DCM du 17/02/1989

Révision générale du POS approuvée par DCM du 09/10/1997

Modification du POS approuvée par DCM du 26/07/1999

Révision du POS valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) prescrite par DCM du 19/09/2015

PLU arrêté par DCM du 30/05/2017

PLU approuvé par DCM du 19/12/2017

DCM : Délibération du Conseil Municipal

DOCUMENT POUR APPROBATION - 19/12/2017



POULAIN URBANISME CONSEIL

223 ch du Malmont-Figanières, 2bis Les Hauts de l'Horloge, 83300 DRAGUIGNAN

Email : contact@poulain-urbanisme.com



SOMMAIRE

LA PROCEDURE	2
Partie législative du Code de l'urbanisme	2
Partie réglementaire du Code de l'urbanisme.....	2
Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables	3
 DISPOSITIONS PORTANT SUR L'AMENAGEMENT ET L'HABITAT	 5
Actions et Opérations de mise en valeur de l'environnement (alinéa 1° du L151-7 du CU)	5
Mixité fonctionnelle et pourcentage minimal destiné à la réalisation de commerces (alinéa 2° du L151-7 du CU)	5
Echéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser (alinéa 3° du L151-7 du CU)	5
Orientations sur des quartiers ou secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager (alinéa 4° du L151-7 du CU)	6
Orientations propres aux secteurs de zones urbaines ou de zones à urbaniser mentionnées au deuxième alinéa du R.151-20 (article R.151-8 du CU)	6
<i>Les zones à urbaniser AUS</i>	6
<i>La zone UB de l'Albinos</i>	10
<i>Le secteur UEa relatif à l'IME au sud de la RD 908</i>	11
<i>Les zones d'écoulement pluvial</i>	14
 DISPOSITIONS PORTANT SUR LES TRANSPORTS ET LES DEPLACEMENTS	 17
Adaptation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L151-35 et L151-36 du CU.....	17
Schémas d'aménagement et précisions sur les principales caractéristiques des voies et espaces publics.....	17





LA PROCEDURE

Partie législative du Code de l'urbanisme

L'article L.151-6 du Code de l'Urbanisme, créé par ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015, précise que les orientations d'aménagement et de programmation **comprennent**, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, **des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements**.

A noter qu'en l'absence de schéma de cohérence territoriale (SCoT), les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comprennent également les dispositions relatives à l'équipement commercial et artisanal mentionnées aux articles L. 141-16 et L. 141-17 (article L.151-6 du Code de l'Urbanisme). Belcodène, concerné par le SCoT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, n'est pas concerné par ce cas de figure.

L'article L.151-7 du Code de l'Urbanisme, créé par ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015, précise que les orientations d'aménagement et de programmation **peuvent** notamment :

- 1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
- 2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
- 3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
- 4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
- 5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
- 6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L.151-35 et L.151-36.

Partie réglementaire du Code de l'urbanisme

L'article R.151-6 du Code de l'Urbanisme précise :

Les orientations d'aménagement et de programmation **par quartier ou secteur définissent les conditions d'aménagement** garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville.

Le périmètre des quartiers ou secteurs auxquels ces orientations sont applicables est délimité dans le ou les documents graphiques prévus à l'article R.151-10.

L'article R.151-7 du Code de l'Urbanisme précise que les orientations d'aménagement et de programmation **peuvent** comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment dans les zones urbaines réglementées en application de l'article R. 151-19.





Enfin, l'article R.151-8 du Code de l'Urbanisme précise :

Les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs de zones urbaines ou de zones à urbaniser mentionnées au deuxième alinéa du R.151-20 **dont les conditions d'aménagement et d'équipement ne sont pas définies par des dispositions réglementaires** garantissent la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le projet d'aménagement et de développement durables.

Elles portent au moins sur :

- 1° La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
- 2° La mixité fonctionnelle et sociale ;
- 3° La qualité environnementale et la prévention des risques ;
- 4° Les besoins en matière de stationnement ;
- 5° La desserte par les transports en commun ;
- 6° La desserte des terrains par les voies et réseaux.

Ces orientations d'aménagement et de programmation comportent un schéma d'aménagement qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation doivent être cohérentes avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) dont le débat sur les orientations générales a eu lieu le 13 décembre 2016.

Pour rappel, ce PADD se structure de la manière suivante :

- Orientation 1 : Conforter la centralité villageoise
 - Objectif 1.1 : Répondre aux besoins en logement en centrant le développement bâti sur le village
 - Permettre un développement bâti et démographique cohérent au regard des équipements et dessertes actuelles ou projetées
 - Créer des logements diversifiés et de qualité pour être accessibles à tous
 - Modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement urbain en densifiant les sites en continuité du village et desservis par l'ensemble des réseaux
 - Objectif 1.2 : Renforcer le rôle économique et social du village
 - Développer les commerces et services de proximité
 - Conforter le parc d'équipements collectifs et les réseaux techniques au cœur du village
 - Objectif 1.3 : Conforter le lien fonctionnel entre le village et les quartiers alentours
 - Améliorer les déplacements doux et conforter les transports en commun
 - Poursuivre les actions en matière de stationnement et de sécurité routière
- Orientation 2 : Assurer le développement communal dans le respect du patrimoine local





- Objectif 2.1 : Limiter les nuisances liées aux déplacements routiers
 - Permettre la création d'un échangeur autoroutier par la société Escota
 - Tenir compte de l'augmentation des flux routiers à venir sur les RD 96 et RD 908 et améliorer les accès aux différents secteurs desservis par cet axe en partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône
- Objectif 2.2 : Développer une activité économique respectueuse du site
 - Conforter l'activité agricole et sylvicole
 - Conforter les activités de loisirs
 - Répondre aux besoins des différents pôles d'activités situés sur la commune
- Objectif 2.3 : Sauvegarder le patrimoine naturel et paysager
 - Créer un véritable corridor écologique entre le massif du Regagnas et le massif de l'Etoile
 - Protéger les trames bleues situées à l'aval de la commune (*pour rappel : pas de trame bleue recensée sur le territoire*)
 - Préserver le patrimoine bâti et paysager de la commune





DISPOSITIONS PORTANT SUR L'AMENAGEMENT ET L'HABITAT

Actions et Opérations de mise en valeur de l'environnement (alinéa 1° du L151-7 du CU)

Sur la commune, il n'est pas nécessaire de mettre en place des orientations spécifiques aux entrées de ville (pas de points noirs recensés).

De même, le règlement graphique et écrit suffisent pour mettre en valeur les paysages et le patrimoine bâti de la commune (réduction des zones constructibles, prescriptions paysagères, recensement d'éléments au titre du L151-19 du Code de l'Urbanisme, etc.).

Il n'y a pas d'orientations spécifiques pour lutter contre l'insalubrité et permettre le renouvellement urbain (actions de réhabilitation qui se poursuivent dans le village).

De même, il n'est pas nécessaire d'ajouter des orientations spécifiques pour mettre en valeur les continuités écologiques et renforcer leur protection au moyen d'orientations spécifiques. En effet, au PLU, les zones urbanisables sont strictement limitées aux zones déjà bâties, toutes situées en dehors des corridors écologiques définis au Schéma Régional de Cohérence Ecologique et au SCoT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Mixité fonctionnelle et pourcentage minimal destiné à la réalisation de commerces (alinéa 2° du L151-7 du CU)

Le PLU de Belcodène n'est pas concerné par une telle disposition, seul le village pouvant accueillir des commerces. Au quotidien, la Commune gère des locaux et des baux commerciaux pour attirer et pérenniser des activités commerciales.

Imposer un pourcentage minimal destiné à la réalisation de commerces est un outil disproportionné par rapport au caractère rural du territoire.

Echéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser (alinéa 3° du L151-7 du CU)

Deux zones à urbaniser strictes AUS (non réglementées, fermées à l'urbanisation) sont inscrites au nord et au sud du village, en lieu et place des anciennes zones NB1 du POS. L'ouverture à l'urbanisation de ces zones est conditionnée à :

- La mise en place d'un système d'assainissement collectif avec pompes de relevage ou une étude d'aptitude des sols et d'assainissement autonome permettant de mettre en place un système adapté aux besoins à venir
- La prise en compte du risque feu de forêt (cf. PAC du 23/05/2014 et son complément technique du 04/01/2017 ainsi que leurs annexes A à D en pièce 5f du PLU)
- L'étude des écoulements pluviaux

Les études d'assainissement ne peuvent s'envisager avant 5 années. L'extension du réseau collectif paraît quasiment impossible à l'heure actuelle.

De fait, l'échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser est :

<i>Nom de la zone à urbaniser</i>	<i>Echéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation</i>
AUS Le Cros de Claudas	Entre 5 et 9 années (2022 à 2026)
AUS L'Angeliou	Entre 5 et 9 années (2022 à 2026)





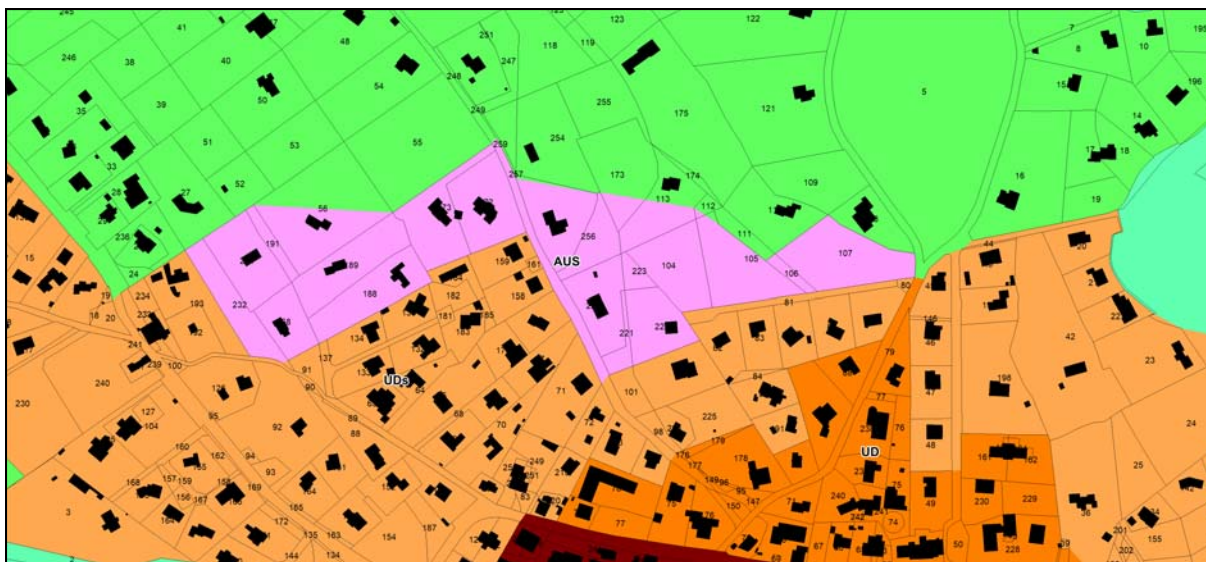
Orientations sur des quartiers ou secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager (alinéa 4° du L151-7 du CU)

Il n'est pas prévu d'orientations sur des quartiers ou secteurs à mettre en valeur, à réhabiliter, à restructurer ou à aménager au regard des caractéristiques du territoire (commune rurale dont le village est quotidiennement réhabilité et entretenu). Il n'y a pas de quartiers urbains en friche ou soumis à des difficultés particulières.

Orientations propres aux secteurs de zones urbaines ou de zones à urbaniser mentionnées au deuxième alinéa du R.151-20 (article R.151-8 du CU)

Les zones à urbaniser AUS

Les deux zones à urbaniser AUS correspondent aux zones d'habitat diffus NB1. Les limites sont strictement identiques. La première se trouve en limite nord de l'enveloppe urbanisée (lieudit L'Angeliou) tandis que la seconde est au cœur de l'urbanisation (lieudit Cros de Claudas).



La zone à urbaniser AUS (en rose) au lieudit L'Angeliou



La zone à urbaniser AUS (en rose) au lieudit Cros de Claudas



Ces deux zones diffèrent du secteur UD par une densité moindre et par conséquent par un potentiel de densification plus important. Si le PLU veillera, à termes, à densifier ces secteurs pour limiter la consommation foncière au-delà de l'actuelle enveloppe urbanisée, ces deux zones sont pour l'heure bloquées.

Au-delà de l'étude d'un projet urbain sur ces sites, leur ouverture à l'urbanisation est conditionnée à deux éléments forts :

1. Il faudra étudier en amont la possibilité de mettre en œuvre un système d'assainissement des eaux usées adapté à la densification souhaitée du quartier (création/extension du réseau d'assainissement collectif, mise en œuvre d'un assainissement autonome semi-collectif, etc.)
2. Il est nécessaire de renforcer la défense contre le risque feu de forêt. De fait, il faudra étudier en amont les aménagements à réaliser ou les conditions à imposer pour assurer une bonne défense à incendie pour chaque site (orientations d'aménagement spécifiques).

Vis-à-vis de la défense incendie, il faudra a minima tenir compte des obligations légales de débroussaillage et du Porter à Connaissance de M le Préfet en date du 23/05/2014 et complété le 04/01/2017 ainsi que ses annexes A à D (cf. pièce 5f du PLU). Le projet bâti devra être suffisamment précis pour fixer au mieux les mesures de défense incendie.

Il est rappelé ci-après certains principes à prendre en compte :

Desserte

Concernant ce point, il convient de s'assurer que la desserte interne de la zone et les points d'eau / hydrants sont suffisants pour permettre une intervention des services de secours.

Interface aménagée

Il convient par ailleurs d'aménager l'interface entre les quartiers et la zone boisée. L'interface aménagée consiste à séparer le bâti de la végétation par une bande débroussaillée, faisant ainsi office coupure de combustible, dont la largeur varie, selon le niveau de risque, entre 50 et 100 mètres.

Il ne s'agit pas d'un abatage systématique de tous les arbres et arbustes mais de limiter la propagation des incendies en appliquant le débroussaillage réglementaire. Défini à l'article L.321-5-3 du code forestier, le débroussaillage réglementaire réduit les combustibles végétaux en garantissant une rupture verticale et horizontale de la continuité du couvert végétal et en procédant à l'élagage des arbres maintenus et à l'élimination des rémanents de coupe.

Le débroussaillage peut être pratiqué de manière sélective et intégrer des objectifs paysagers. Il consiste notamment à :

- Eliminer les broussailles et les arbres morts
- Réaliser des éclaircies sylvicoles
- Elaguer les arbres conservés (sur 2 mètres si leur hauteur totale est inférieure ou égale à 6 m, sur un tiers de leur hauteur si la hauteur totale est supérieure ou égale à 6 m)
- Eliminer les rémanents de coupe

Il autorise la conservation de grands arbres isolés à condition que les bords extérieurs de leurs branches respectives soient espacés de 5 mètres au moins, et que le bord externe de leur houppier soit éloigné de 5 mètres du bord extérieur de toute habitation.

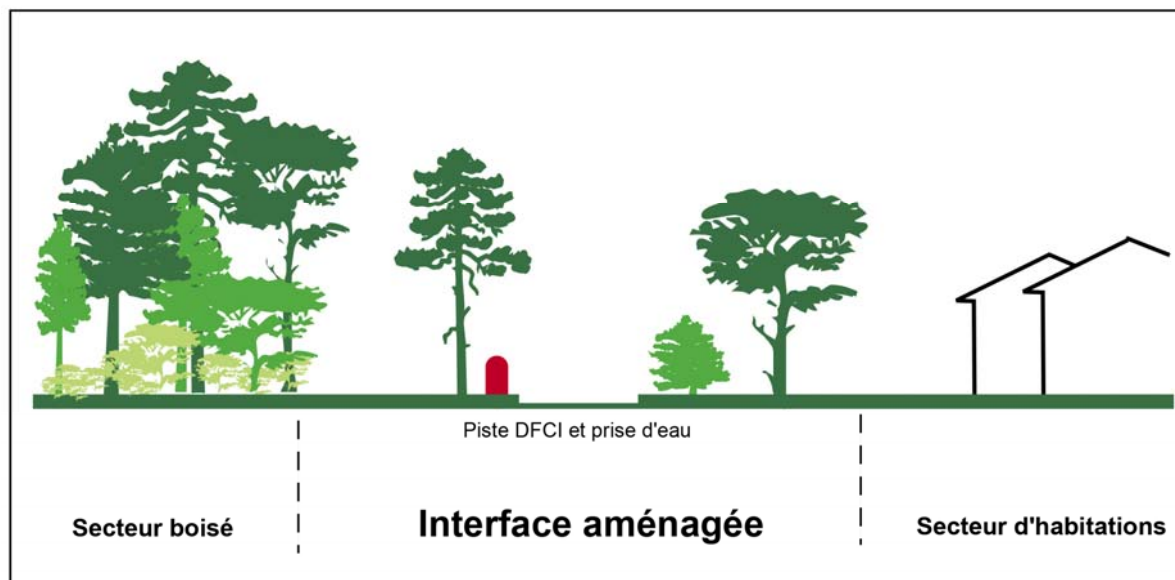
Aucune construction, parking, zone de stockage n'y est permis, et l'interface doit disposer d'équipements DFCI (piste d'une largeur de 4 à 6 mètres, prise d'eau) permettant l'intervention des sapeurs-pompiers dans des conditions optimales. Une





signalisation spécifique à cet espace doit être établie afin de faire prendre conscience à la population qui le fréquente des enjeux sécuritaires du lieu.

Après étude spécifique du risque en association avec le SDIS, les conditions évoquées ci-avant pourront être modifiées pour s'adapter au plus près aux réalités du site et besoins du projet.



Vue en coupe d'une interface aménagée

Principe d'interface aménagée à préciser lors de l'ouverture à l'urbanisation du projet

Obligations légales de débroussaillage

Conformément à l'article L134-15 du Code Forestier, lorsque les terrains sont concernés par une obligation de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé à caractère permanent, résultant des dispositions des articles L134-5 et L134-6 du Code Forestier, cette obligation est annexée au PLU.

Pour ce qui concerne les constructions, chantiers, travaux et installations diverses, le maire peut décider, compte tenu du risque, de porter la distance du débroussaillage de 50 à 100 m par arrêté.

La forme urbaine : réduire les zones de contact

Limiter la longueur des lignes de contact entre les constructions et la végétation permet de réduire l'importance des surfaces vouées à accueillir des interfaces aménagées, mais aussi de rendre plus efficace l'intervention des secours et de limiter les départs d'incendies.

Cela suppose d'intervenir sur les différentes caractéristiques du bâti : sa morphologie, sa densité et la forme de sa ligne de contact.

L'étalement urbain se caractérise par la généralisation d'un modèle unique d'habitat, le logement individuel de type pavillonnaire. Ce dernier prend une place disproportionnée dans la consommation des espaces périurbains et ruraux et s'avère problématique dans les secteurs à risque, offrant des zones de contacts entre la végétation et les propriétés particulièrement étendues.

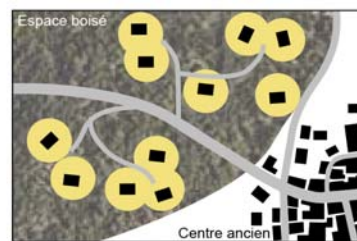
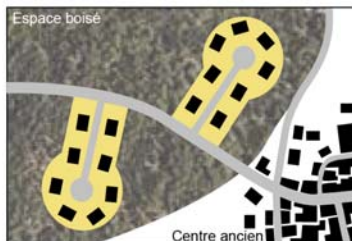
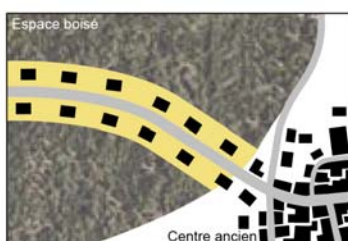
Plusieurs formes caractéristiques de l'étalement urbain sont à proscrire dans une optique de réduire les zones de contact habitation-végétation :

- Développement linéaire : l'urbanisation se développe le long des axes routiers et présente une longueur de contact végétation-habitat inutilement longue

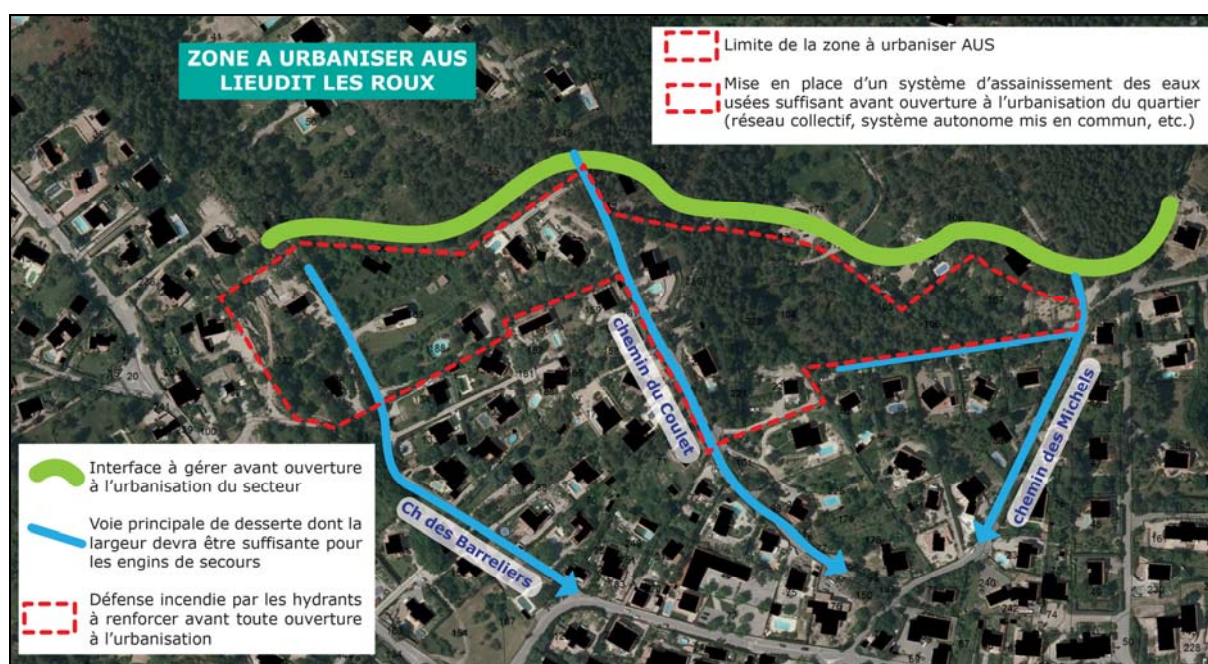




- Développement en impasses (raquette, thermomètre...) : cette forme, organisée en cul-de-sac, présente une faible connexité au reste du réseau urbain qui peut s'avérer être un inconvénient dans l'intervention des secours.
- Mitage : l'habitat individuel dit « libre » aboutit à un développement discontinu et anarchique qui multiplie les zones de contact, et pose le problème de la dispersion des moyens d'intervention des secours.

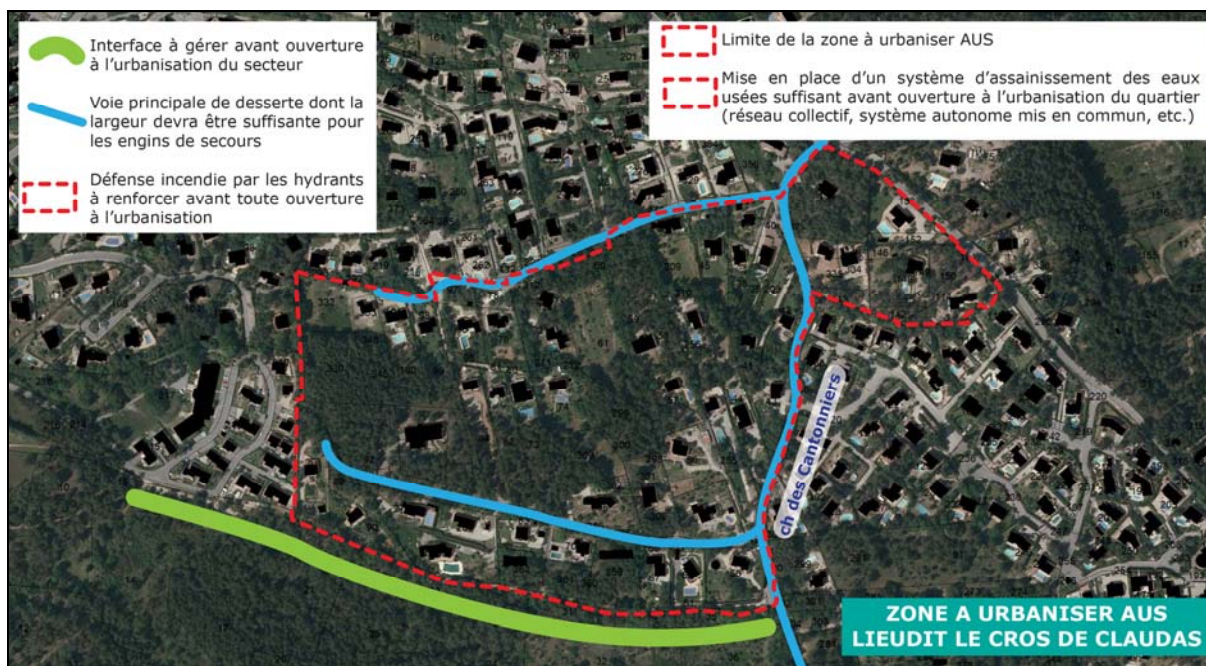


Formes urbaines à éviter à proximité des zones boisées



La zone AUS des Roux

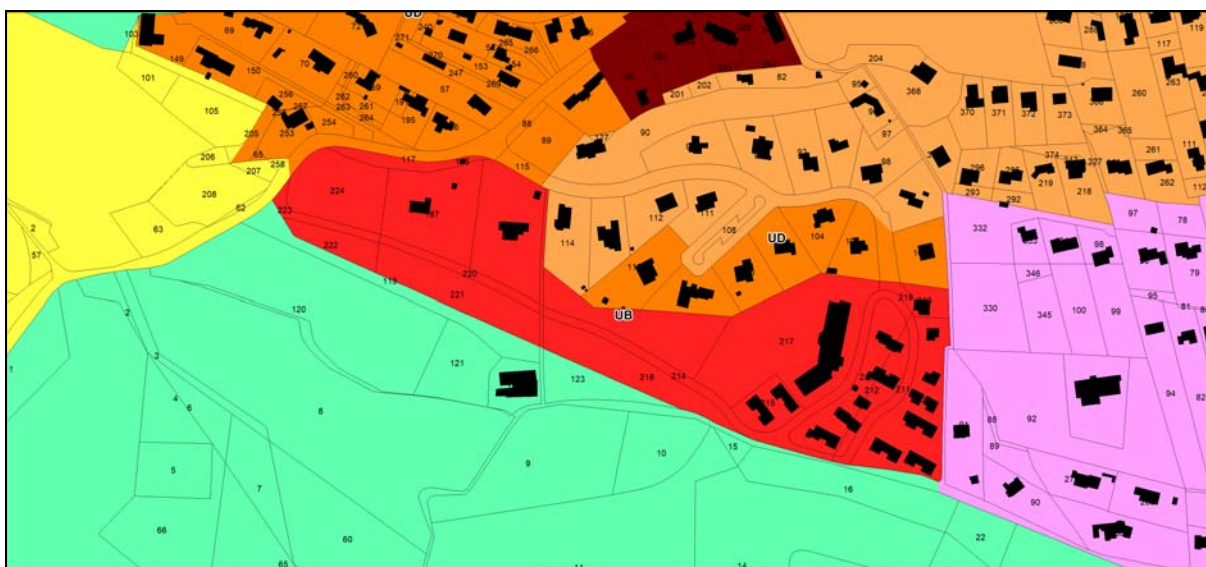




La zone AUS de Cros de Claudas

La zone UB de l'Albinos

La zone urbaine UB concerne le quartier de l'Albinos, un des rares quartiers qui soit desservi par les réseaux collectifs. L'objectif est donc de densifier ce site tout en répondant à des objectifs de mixité sociale mais aussi de qualité paysagère.



La zone UB (en rouge) de l'Albinos

Dans cette zone, les prescriptions imposées sont :

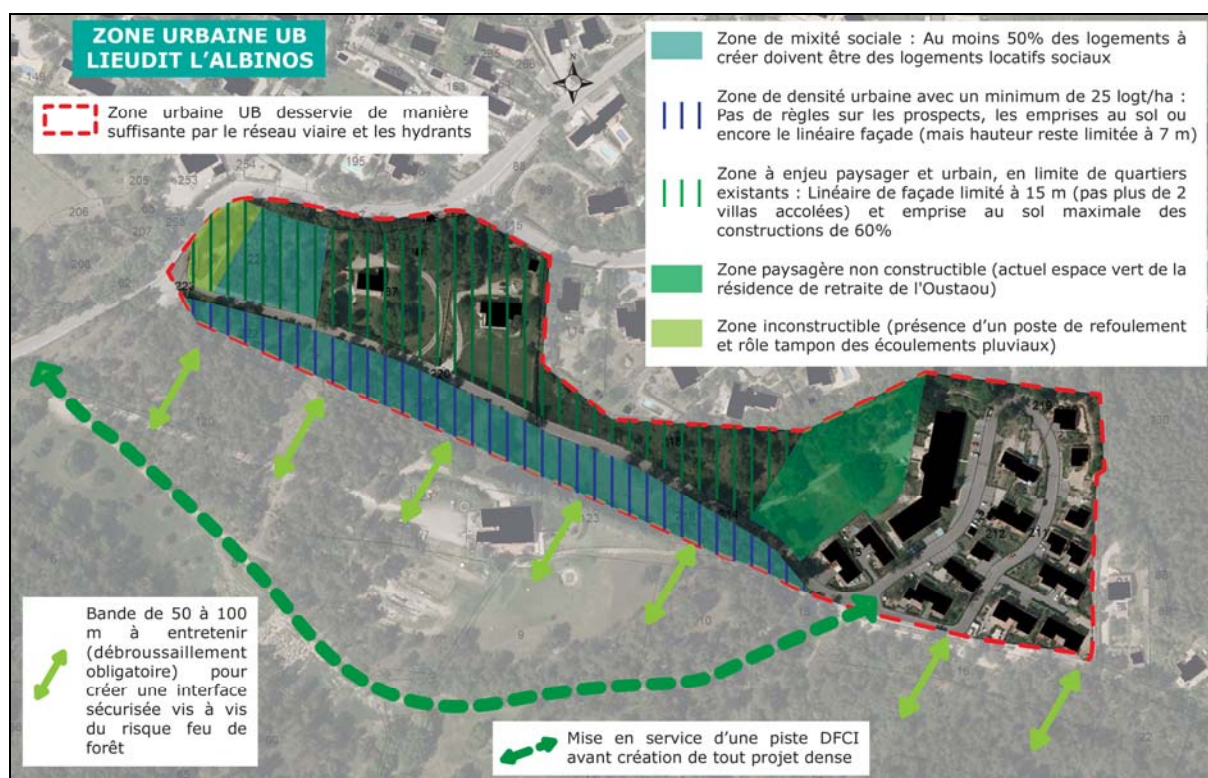
- La zone urbaine UB est desservie de manière suffisante par le réseau viaire et les hydrants pour la défense incendie mais il convient d'entretenir une bande de 50 à 100 m au sud du site où le débroussaillage est obligatoire (création d'une interface sécurisée vis à vis du risque feu de forêt)
- Une piste DFCI (existante pour partie) devra être mise en oeuvre au sud de la zone UB avant d'autoriser tout nouveau projet dense afin d'améliorer au besoin la





défendabilité du site par les services de secours (cette voie n'a pas vocation à devenir circulante pour les habitants au quotidien)

- Une mixité sociale est imposée avec au moins 50% de logements locatifs sociaux à créer parmi les logements à venir sur les parcelles situées au sud de la voie et à l'entrée du quartier (cf. plan ci-après)
- Une densité urbaine minimale de 25 logt/ha est imposée pour les parcelles situées au sud de la voie d'accès. Au regard de l'étroitesse des parcelles, aucune règle sur les prospects, les emprises au sol ou encore le linéaire façade y sont imposées (celles du règlement écrit sont sans objet pour ces parcelles, seule la hauteur reste limitée à 7 m)
- Une zone à enjeu paysager et urbain (limite de quartiers existants) est définie. Le linéaire de façade ne peut dépasser 15 m (pas plus de 2 villas accolées) et l'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 60%
- Une zone paysagère non constructible est définie sur l'actuel espace vert de la résidence de retraite de l'Oustaou pour ne pas remettre en cause la qualité de vie des résidents
- Une zone inconstructible est imposée à l'extrémité ouest du quartier pour prendre en compte la pompe de refoulement existante et une zone de rétention des écoulements pluviaux



L'orientation d'aménagement sur la zone UB de l'Albinos

Le secteur UEa relatif à l'IME au sud de la RD 908

Le secteur UEa correspond à l'Institut Médico Educatif déjà urbanisé et dont les abords sud font déjà l'objet de mesures d'entretien vis-à-vis du risque feu de forêt. Le PLU vise à conforter cette activité, des extensions et améliorations des bâtiments étant souhaitées sans nécessairement augmenter la capacité d'accueil (amélioration des conditions d'accueil).





Localisation du secteur UEA le long de la RD 908

Pour ce secteur, il est nécessaire de poursuivre la défense contre le risque feu de forêt. De fait, les conditions générales suivantes sont imposées avant tout aménagement :

Desserte

Concernant ce point, il convient de s'assurer que la desserte interne de la zone et les points d'eau / hydrants sont suffisants pour permettre une intervention des services de secours.

Interface aménagée

Il convient d'aménager l'interface entre les quartiers et la zone boisée. L'interface aménagée consiste à séparer le bâti de la végétation par une bande débroussaillée, faisant ainsi office de coupure de combustible, dont la largeur varie, selon le niveau de risque, entre 50 et 100 mètres.

Il ne s'agit pas d'un abatage systématique de tous les arbres et arbustes mais de limiter la propagation des incendies en appliquant le débroussaillage réglementaire. Défini à l'article L.321-5-3 du code forestier, le débroussaillage réglementaire réduit les combustibles végétaux en garantissant une rupture verticale et horizontale de la continuité du couvert végétal et en procédant à l'élagage des arbres maintenus et à l'élimination des rémanents de coupe.

Le débroussaillage peut être pratiqué de manière sélective et intégrer des objectifs paysagers. Il consiste notamment à :

- Eliminer les broussailles et les arbres morts
- Réaliser des éclaircies sylvicoles
- Elaguer les arbres conservés (sur 2 mètres si leur hauteur totale est inférieure ou égale à 6 m, sur un tiers de leur hauteur si la hauteur totale est supérieure ou égale à 6 m)
- Eliminer les rémanents de coupe

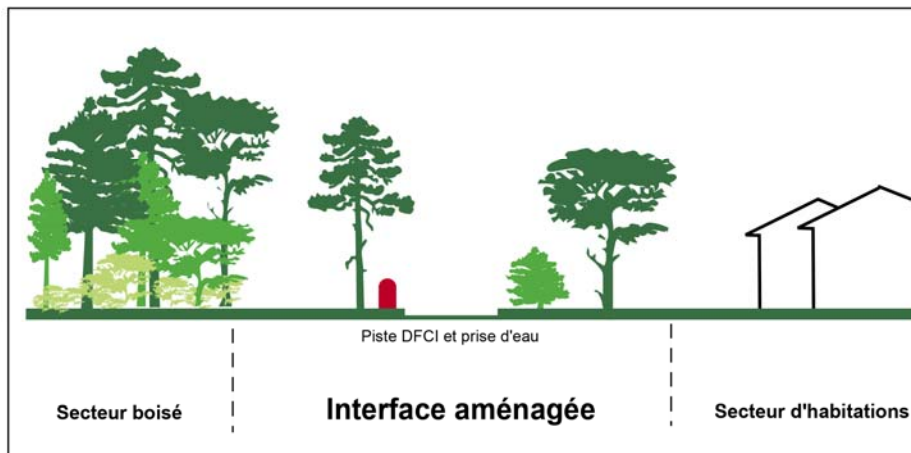
Il autorise la conservation de grands arbres isolés à condition que les bords extérieurs de leurs branches respectives soient espacés de 5 mètres au moins, et que le bord externe de leur houppier soit éloigné de 5 mètres du bord extérieur de toute habitation.

Aucune construction, parking, zone de stockage n'y est permis, et l'interface doit disposer d'équipements DFCI (piste d'une largeur de 4 à 6 mètres, prise d'eau) permettant l'intervention des sapeurs-pompiers dans des conditions optimales. Une





signalisation spécifique à cet espace doit être établie afin de faire prendre conscience à la population qui le fréquente des enjeux sécuritaires du lieu.



Vue en coupe d'une interface aménagée

Principe d'interface aménagée à préciser lors de l'ouverture à l'urbanisation du projet

Après étude spécifique du risque en association avec le SDIS, les conditions évoquées ci-avant pourront être modifiées pour s'adapter au plus près aux réalités du site et besoins du projet.

Obligations légales de débroussaillage

Conformément à l'article L134-15 du Code Forestier, lorsque les terrains sont concernés par une obligation de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé à caractère permanent, résultant des dispositions des articles L134-5 et L134-6 du Code Forestier, cette obligation est annexée au PLU.

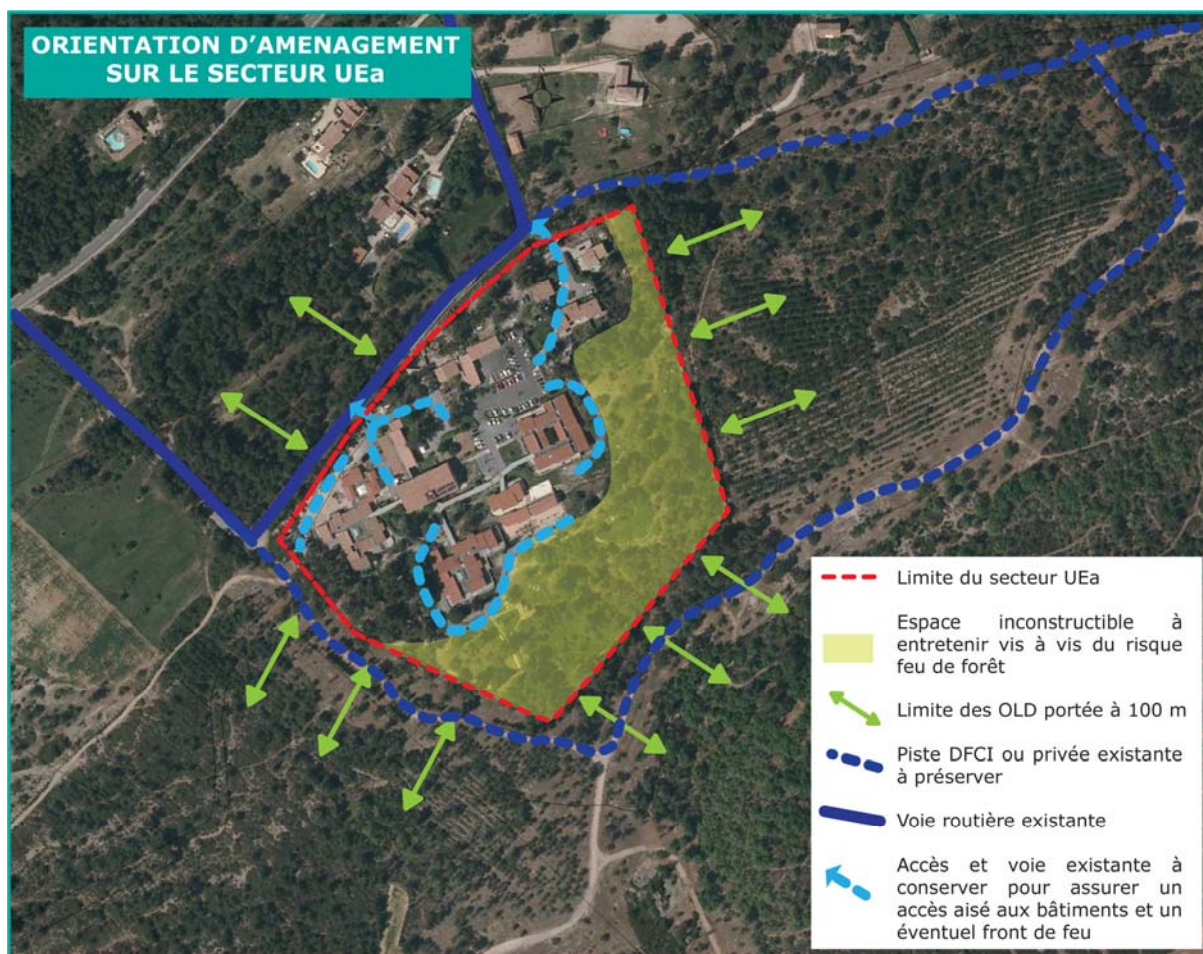
Pour ce qui concerne les constructions, chantiers, travaux et installations diverses, le maire peut décider, compte tenu du risque, de porter la distance du débroussaillage de 50 à 100 m par arrêté.

Contraintes particulières

Par ailleurs, il est imposé sur la zone les mesures suivantes :

- L'espace paysager existant sur toute la partie Sud et Ouest du site est rendu inconstructible pour ne pas rapprocher les bâtiments d'un éventuel front de feu. L'espace devra être entretenu vis-à-vis du risque feu de forêt.
- La limite des OLD est portée à 100 m autour du secteur UEa (cette limite est déjà actée dans les faits aux abords Ouest, Sud et Est).
- La piste DFCI existante ceinturant le site doit être préservée. Il en va de même pour les voies existantes à l'intérieur du site et les deux accès différenciés. Cela permet une meilleure intervention des services de secours.





Les mesures à mettre en œuvre en secteur UEa

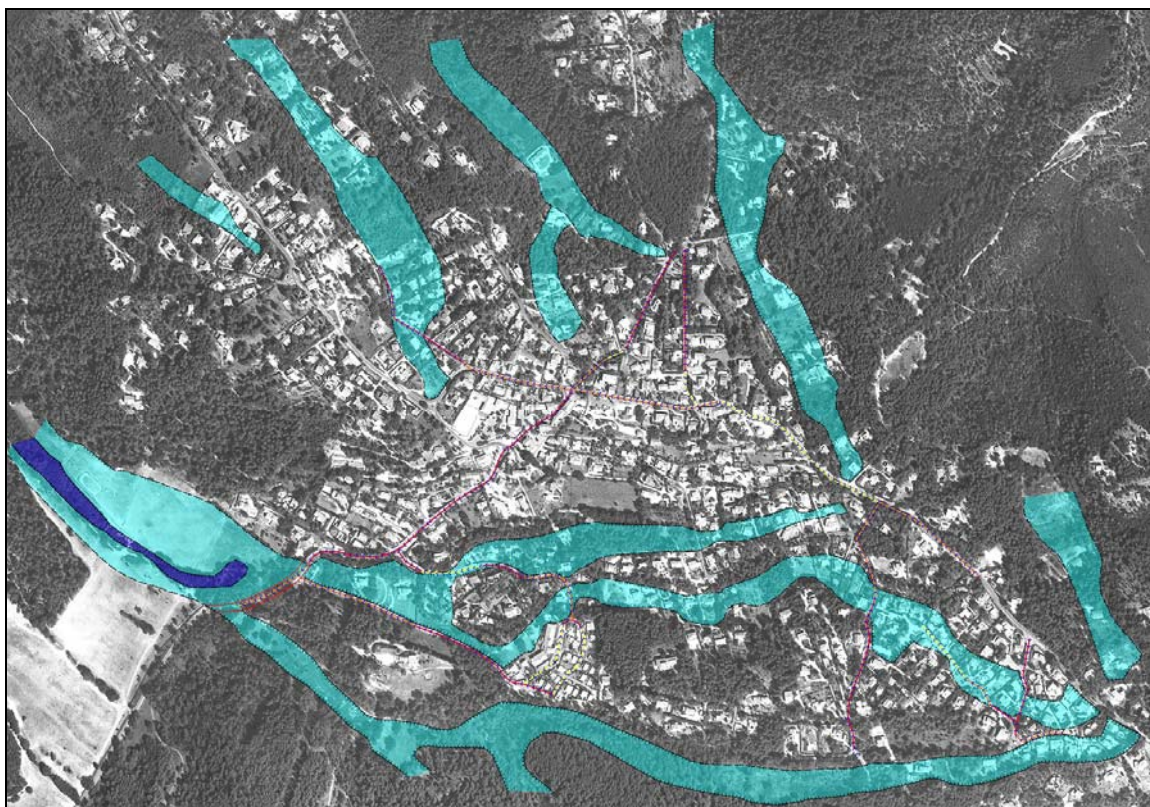
Les zones d'écoulement pluvial

Entre mars et avril 2017, une cartographie des zones soumises au risque pluvial sur la commune de Belcodène a été réalisée par le cabinet Cereg. La démarche méthodologique s'appuie sur :

- Approche hydrogéomorphologique des zones inondables : approche naturaliste basée sur des investigations de terrain et l'analyse de photographies aériennes en stéréoscopie et diachronique (Mission IGN 2003 FD 13-8_C_25000). Les investigations de terrain ont été effectuées en mars 2017.
- Approche des aléas à dire d'expert basée sur les processus hydrodynamiques relevés par l'approche hydrogéomorphologique.

Il en résulte des zones d'aléas faibles dans les zones urbanisées et une zone d'aléa fort dans le " cours d'eau " au lieudit l'Albinos.

Ces zones sont traduites dans le règlement graphique et des prescriptions sont imposées dans le règlement écrit.



Localisation des zones d'écoulement pluvial (source : Cereg, 2017)

Cependant, la présente orientation vise à interdire toute construction sur trois sites particulièrement stratégiques puisqu'ils jouent aujourd'hui un rôle de bassin de rétention ou, tout au moins, reçoivent des eaux de manière trop importante pour être construits. Ces trois sites font par ailleurs l'objet d'emplacements réservés dans le règlement graphique.





Les sites où toute nouvelle construction est interdite





DISPOSITIONS PORTANT SUR LES TRANSPORTS ET LES DEPLACEMENTS

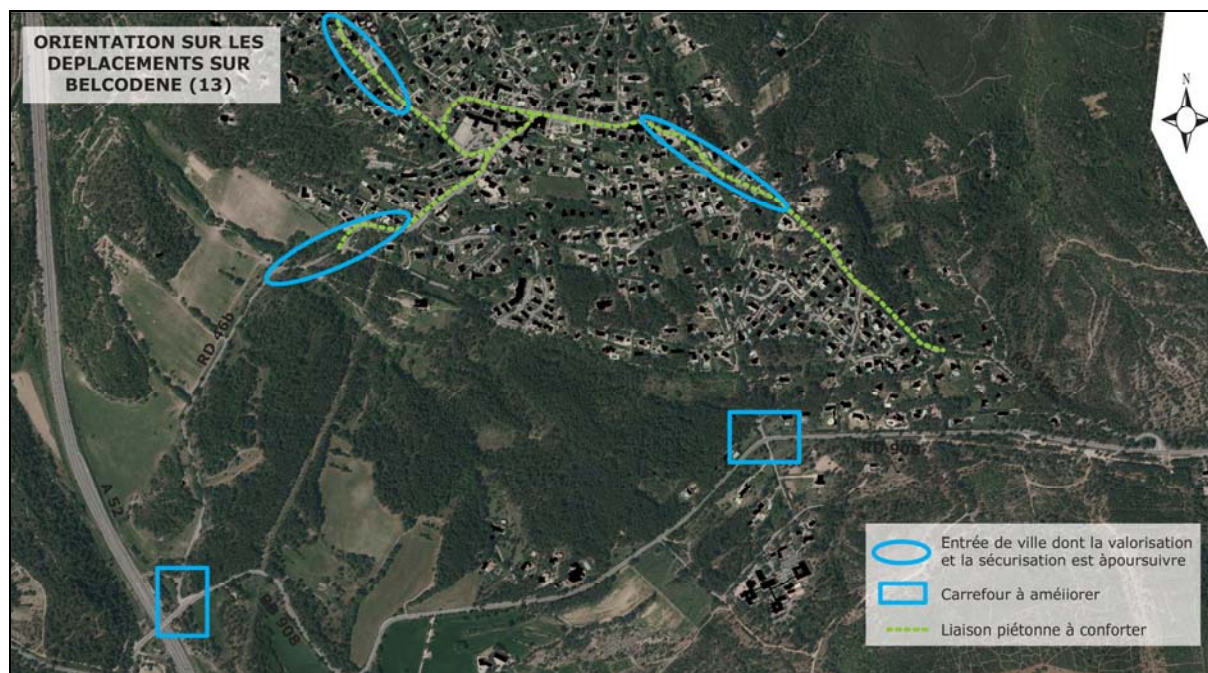
Adaptation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L151-35 et L151-36 du CU

Le PLU de Belcodène n'est pas concerné par cette mesure.

Schémas d'aménagement et précisions sur les principales caractéristiques des voies et espaces publics

En matière de transports et déplacements, la présente orientation impose les mesures suivantes :

- Renforcer la fréquence des transports en commun le long des axes départementaux, action à mener en partenariat avec la Métropole Aix-Marseille et le Conseil Départemental
- Conforter / sécuriser (signalétique, marquage au sol, etc.) les déplacements cyclistes sur les routes départementales, action à mener en partenariat avec le Conseil Départemental
- Renforcer la sécurité routière le long des RD 46b et RD 46c, en entrée de ville (action à mener en partenariat avec le Conseil Départemental)
- Améliorer les carrefours RD 908 / RD 46b et RD 908 / ch de la Sablière / ch des Cantonniers
- Assurer une continuité piétonne le long des RD 46b et RD 46c dans le village



Dispositions sur les déplacements

